

## ATTAC Chili et la crise financière

Face à la crise financière : ATTAC, dix ans d'alertes sur les dangers de la spéculation

mardi 11 novembre 2008, par [Attac Chili](#) (Date de rédaction antérieure : septembre 2008).

Nous sommes au regret de constater que les dénonciations et prédictions d'ATTAC se sont confirmées. Le monde a été entraîné par la folie néolibérale vers une débâcle aux conséquences imprévisibles. Il a été prouvé que les marchés sont incapables de s'autoréguler.

Nous demandons des actions concrètes qui protègent le pays des spéculateurs, telles que le rétablissement de l'ajustement bancaire qui fut éliminé lors de la négociation de l'ALENA (Accord de libre échange nord-américain) avec les États-Unis.

Nous demandons d'interdire aux AFP (fonds de pensions) d'investir la majeure partie de l'épargne des chiliens en dehors du Chili, lui faisant ainsi encourir des risques. En effet, depuis le 1<sup>er</sup> octobre, la part des actifs pouvant être investis à l'étranger est passée à 45%, et en août 2009 elle atteindra les 60%. Dans le cas des fonds de type A, cette part atteindra les 80%.

Interdire l'avancée de la spéculation en appliquant la Taxe Tobin sur les transactions financières spéculatives (impôt sur les opérations de change de devises et de monnaies).

Élimination des paradis fiscaux.

Le mouvement citoyen ATTAC, durant ses dix années de vie au niveau international et ses huit ans d'existence au Chili, a eu et aura pour objectif d'alerter sur la déprédation causée par les capitaux spéculatifs qui agissent en maîtres du monde, sans aucun contrôle.

ATTAC a œuvré pour alerter les citoyens, les gouvernements et les organismes internationaux sur le risque élevé encouru par les économies face à la dérégulation croissante des marchés financiers mondiaux et l'action grandissante des spéculateurs. Le Chili en a fait partie en ouvrant complètement son économie, en déprotégeant la production nationale et, par conséquent, la culture associée aux moyens de production. Par ailleurs, le Chili a éliminé l'ajustement bancaire à la demande des États-Unis qui a utilisé cette dérégulation comme condition pour l'approbation de l'ALENA. Le pays a également succombé, de façon progressive, à la pression des AFP pour permettre l'augmentation de l'investissement de l'épargne de tous les chiliens à l'étranger. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre la part d'investissement à l'étranger est de 45%, et en août 2009 elle atteindra les 60% et les 80% dans le cas des fonds de type A.

Dans notre plateforme constitutive d'octobre 2002, nous avons affirmé : "Le capital spéculatif qui sème la pauvreté et affaiblit la démocratie, peut et doit être arrêté. La Globalisation -comme phénomène intégral comprenant l'économie, la politique et la culture, entre autres domaines- peut et doit être régulée et son cap modifié vers le bénéfice des personnes. C'est maintenant que nous, citoyens (ennes), élevons notre voix et nos corps pour freiner la folie du cap néolibéral vers lequel nous ont entraîné les sociétés transnationales et les dirigeants de la planète ».

Cette affirmation recouvre un sens dramatique lorsqu'elle est placée dans le contexte de la crise financière internationale actuelle. Nous sommes au regret de constater que les dénonciations et prédictions d'ATTAC se sont confirmées, et que le monde a été entraîné par la folie néolibérale vers

une débâcle aux conséquences imprévisibles, qui démontre que les marchés sont incapables de s'autoréguler.

Sauver le système financier coûtera 700 000 millions de dollars rien qu'aux États-Unis. À combien s'élèvera la facture pour sauver les condamnés par ce système ? Il faudra, à peu près, la moitié de la moitié de la moitié de la moitié de cette somme. Selon des données de la FAO, avec quelques 30 000 millions de dollars annuels on pourra garantir l'alimentation dans les pays les plus frappés par la crise alimentaire actuelle. Toutefois, pour eux il n'y a ni ressources ni plans de sauvetage financier d'aucun genre.

Durant ces années, ATTAC a affirmé de façon réitérée : "Avec la liberté totale de circulation des capitaux, les paradis fiscaux et l'explosion des transactions spéculatives, les États se voient acculés dans une course folle en faveur des intérêts des sociétés multinationales..." [1]. C'est justement ce qui s'est passé quand le Gouvernement Fédéral des États-Unis s'est vu obligé d'assumer le contrôle direct d'une partie importante du système financier, soit l'opposé de ce que recommandent les recettes du FMI et de la Banque Mondiale (BM). Les industries bancaires, financières, d'investissements et d'assurances, ennemis acharnés des impôts, ont besoin à l'heure actuelle des ressources publiques pour se maintenir à flots.

Cette intervention gigantesque de l'État est l'expression la plus claire de la subordination de la volonté de la citoyenneté aux desseins des capitaux spéculatifs. Elle démontre que la mondialisation néolibérale a permis aux agents financiers de faire de l'argent avec de l'argent, en soumettant l'économie réelle à leur avarice qui ne connaît pas de limites. Aujourd'hui les citoyens sont obligés de payer le coût d'un système qui privatise les bénéfices et socialise les pertes.

La crise financière globale devient pour cette raison une occasion exceptionnelle pour établir des mécanismes fiscaux qui découragent la spéculation et la corruption, et qui permettent par ailleurs de financer des institutions mondiales solides et ayant des compétences réelles pour lutter contre le changement climatique et pour étendre les droits de l'homme et la protection sociale à toute la planète.

Aujourd'hui il n'est plus possible de continuer à éluder le débat sur la taxation des transactions financières spéculatives et l'élimination des paradis fiscaux. Pour cela il est nécessaire d'implanter la taxe Tobin-Spahn à l'échelle mondiale, qui consiste en l'instauration d'un impôt sur les opérations de change de devises et de monnaies, ce qui constituerait un instrument efficace pour combattre de futures crises financières de nature spéculative et serait capable de collecter au niveau mondial 50 000 millions de dollars par an qui pourraient contribuer au développement des pays du sud.

On ne peut pas reléguer la réforme profonde aux institutions de Bretton Woods. Il faut placer le FMI et la BM sous le contrôle d'une Organisation de Nations Unies démocratisées et renforcées qui s'insèrent dans une nouvelle architecture de la gouvernance mondiale qui permette une vraie réduction de la pauvreté au moyen de la mise en œuvre de mécanismes de justice tribulaire et commerciale au niveau global.

Cette crise doit être l'occasion d'en finir avec la globalisation néolibérale et de construire un nouvel ordre financier, économique et politique au niveau international. Il est l'heure de que nous, citoyens, nous disions « Ça suffit ! »

## **Non à la dictature des marchés**

Un autre monde est possible

Association pour une Taxe sur les Transactions financières spéculatives et l'Action Citoyenne ATTAC

CHILI

Santiago de Chile, octobre 2008

[1] L'ABC d'ATTAC

interro\_liens\_callback

---

**P.-S.**

\* Traduit de l'espagnol par Sarah Dakhlaoui, Coorditrad.